

**Fédération CGT de l'équipement et de l'environnement**  
**Conférence nationale des Unions fédérales**

**31 mars / 2 avril 2014 – Nouan Le Fuzelier**

\*

\* \*

**Conclusions et perspectives**

**Isabelle Péron**, *Secrétaire fédérale à la politique revendicative*

Nous arrivons au terme de cette conférence nationale.

Dans la suite des décisions prises lors de notre dernier congrès fédéral, celle-ci avait pour objectif principal d'analyser le fonctionnement de nos unions fédérales, de tracer des propositions d'amélioration et d'être en capacité de réussir les élections générales du 4 décembre. Bien évidemment, notre fonctionnement syndical ne pouvant être dissocié des finalités pour lesquelles il est mis en place, la question de la construction du rapport de force pour faire aboutir nos revendications a aussi jalonné nos débats et fort heureusement.

Nous ne cessons de le dire et de le vivre au quotidien, notre action syndicale est impactée de plein fouet par les réorganisations incessantes, les baisses d'effectifs, le manque de moyens, par la volonté de nos gouvernements successifs d'affaiblir le service public en supprimant, en externalisant, en privatisant les missions. Les conséquences sur les personnels sont néfastes que ce soit en terme de conditions de travail, de rémunération, de déroulement de carrière, de sens donné à son travail.

Le pacte de responsabilité, le remaniement ministériel post élections municipales et les différents rapports publiés au niveau fonction publique (notamment rapport Pêcheur) ne laissent aucun doute sur ce qui nous attend.

Ces éléments impactent également notre organisation ainsi que nos stratégies syndicales et revendicatives. Nous l'avons vu durant ces trois jours, les difficultés s'accroissent.

Pour autant plusieurs leviers existent pour se donner confiance afin de faire face aux enjeux qui s'imposent à nous.

**Premier levier le revendicatif :**

Tout d'abord, nous avons un socle commun issu de notre dernier congrès fédéral sur le statutaire, la rémunération, les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité, la gestion et le management des personnels, l'action sociale, la protection sociale complémentaire et l'égalité professionnelle femme/homme avec en filigrane notre résolution de maintien et de reconquête des missions de service public, la bataille contre les privatisations et les suppressions de missions.

Ensuite, les grands dossiers nationaux, notamment :

- L'adéquation entre les missions et les moyens (recrutements, budget...)
- La privatisation des routes nationales
- La suppression de l'ADS/ATESAT
- La création et la transformation de services tels AFB, CEREMA, VNF,
- La pénibilité, la dangerosité ; le dossier amiante

Puis les axes revendicatifs transversaux :

- Décentralisation acte III- métropolisation- réforme territoriale
- Reconquête des missions de SP
- Transition écologique

Enfin, les revendications spécifiques et catégorielles incluant l'indemnitaire, le déroulement de carrière et la mise en place de cadrages nationaux dans certains services.

### **Deuxième levier : la syndicalisation**

Celle-ci doit être au cœur de notre activité avec la volonté de renforcement là où nous sommes présents et de redéploiement là où nous sommes absents. Nous devons aussi avoir l'ambition de syndiquer toutes les catégories de personnels, cela implique notamment de créer les conditions du débat et des échanges avec les personnels d'encadrement en lien avec l'OFICT et avec les personnels de droit privé en s'appropriant les conventions collectives et en s'appuyant sur les UL et les UD.

De plus, le collectif « Elections » a aussi en charge la mise en place d'un plan de syndicalisation.

### **Troisième levier : la formation syndicale**

Celle-ci est un vecteur d'implication et d'investissement des adhérents, elle est aussi un vecteur de syndicalisation et de renouvellement du corps militant dans les responsabilités syndicales et dans la prise de mandats dans les instances de représentation du personnel.

La fédération organise trois stages nationaux : responsabilités syndicales, CHSCT, action sociale avec une prise en charge financière totale.

Elle peut aussi organiser des formations locales en fonction des besoins en prenant en charge les frais de déplacement et d'hébergement des formateurs.

Elle peut contribuer à la mutualisation de moyens pour organiser des formations mais cela implique une mise en commun avec les composantes. Pour ce faire un groupe pilote formation syndicale fédérale de 4 personnes a été mis en place, il est piloté par Nathalie Carpentier ; il a pour objectif de créer un réseau de référents des composantes afin de coordonner et de développer l'offre globale de formation syndicale.

## **Quatrième levier : l'articulation de nos actions avec les organisations de la CGT**

Nous avons tous conscience que nous ne pourrions gagner seuls sur de nombreuses revendications, c'est pourquoi nous devons renforcer notre travail avec les organisations territoriales que sont les UL, les UD, les comités régionaux, les UIT régionales. C'est une des conditions nécessaire pour confédérer nos luttes et peser dans les orientations revendicatives notamment par le biais des collectifs « fonction publique ».

## **Cinquième levier : des pistes d'évolution sur le fonctionnement des UF à proposer à la direction fédérale**

Notamment,

- Amélioration du travail en commun entre les sections et composantes pour construire le tous ensemble CGT dont nous avons besoin

- Recherche et amélioration des coordinations de travail entre les composantes des différents services et avec les autres syndicats de la CGT notamment l'agriculture et les finances avec une meilleure qualité d'information notamment par le biais de réseaux informatiques

- Réflexion sur le dimensionnement et le champ d'action des UF

- Clarification des droits syndicaux en précisant la réglementation en vigueur

- Clarification de la répartition des DAS

- Réponse à la question de la syndicalisation des isolés par un système de reversement des cotisations

- Désignation d'un référent OFICT dans chaque UF

## **Sixième levier : les perspectives d'action**

Poursuivre le plan de travail contre la privatisation des routes en s'appuyant sur l'action du 11 février, en faisant signer massivement la pétition scandale national et en la popularisant, en articulant nos actions avec les organisations territoriales.

Il nous faut étendre ce plan de travail à tous les services.

Mettre en perspective une action de grève reconductible dans tous les services et dans tous les secteurs à partir du 13 mai dans le cadre de la mobilisation fonction publique en préparant et coordonnant entre composantes la définition des modes d'action.

S'inscrire pleinement dans la journée d'action européenne du 4 avril et dans l'appel à la marche contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses du 12 avril avec la manifestation à Paris à 14h place de la République ainsi que dans les manifestations du 1<sup>er</sup> mai et dans l'action des retraités du 03 juin.

Un appel fédéral à la mobilisation sera envoyé d'ici peu aux composantes et au réseau militant.

### **Septième levier : préparer activement les élections générales du 4 décembre**

Notamment par la mise en place d'un réseau de référents régionaux membres de la direction fédérale et par l'implication dans les collectifs élections fonction publique dans les UD. Le 4 décembre, pas une seule voix ne doit manquer à la CGT.

Les temps sont durs mais ne doutons pas de nos capacités à construire les revendications et les luttes pour les faire aboutir. Il est vrai qu'il est beaucoup plus facile de mobiliser pour gagner que pour ne pas perdre. Mais l'issue d'une bataille ne peut jamais se pré-déterminer. Notre seule chance de réussite est de tout mettre en œuvre pour créer les conditions de la mobilisation en étant visible, lisible, solidaires et efficace. Nous avons su le faire et nous le referons.

Pour ne prendre que quelques exemples : si les catégories C ont obtenu le décontingement du 8ème échelon, si la retraite des fonctionnaires est encore calculée sur les 6 derniers mois, si VNF est un EPA et non un EPIC, si le jour de carence a été supprimé, si le décret sur la réorientation professionnelle ouvrant la voie au licenciement dans la Fonction publique a été abandonné à qui le devons-nous ?

Dans ces temps difficiles, la force de la CGT est essentielle pour résister, défendre, proposer, négocier et conquérir de nouveaux droits.

Alors,

Vive notre fédération

Vive nos unions fédérales et

Vive la CGT.